

Bulletin d'histoire politique

À propos de l'ouvrage d'Alexandre Lanoix *Historica et compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*, Montréal, Lux, coll. « Histoire politique », 2007, 141 p.

Frédéric Boily



Volume 16, numéro 3, printemps 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056190ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056190ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Boily, F. (2008). À propos de l'ouvrage d'Alexandre Lanoix *Historica et compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*, Montréal, Lux, coll. « Histoire politique », 2007, 141 p. *Bulletin d'histoire politique*, 16(3), 287–289. <https://doi.org/10.7202/1056190ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

À propos de l'ouvrage d'Alexandre Lanoix

Historica et compagnie.

*L'enseignement de l'histoire au service de l'unité
canadienne, 1867-2007*

Montréal, Lux, coll. « Histoire politique » 2007, 141 p.

FRÉDÉRIC BOILY
*Professeur adjoint, science politique
Campus Saint-Jean
University of Alberta*

La place que doit avoir l'histoire dans nos sociétés est devenue incontournable. Quel rôle doit-on accorder aux représentations du passé? Quelle histoire, surtout, doit-on raconter aux jeunes? On aurait tort de croire que ces questions n'agitent ou ne concernent que les milieux intellectuels québécois. Au moment d'écrire ces lignes, un député du gouvernement conservateur albertain d'Ed Stelmach vient de déposer un projet de loi pour que le contenu d'histoire canadienne, dans le cours d'études sociales, soit haussé à 75 % pour l'ensemble du cours. Le député en question veut ainsi renforcer le sentiment patriotique canadien des jeunes Albertains et des nouveaux arrivants, sentiment jugé trop faible¹. C'est dire que l'ouvrage d'Alexandre Lanoix, un mémoire de maîtrise à l'origine, est d'actualité et qu'il s'inscrit bien dans les débats agitant la communauté historienne.

La thèse avancée par l'auteur est que, lorsque se fait sentir un sentiment de menace à l'unité canadienne, certains préconisent de surmonter la crise en renforçant l'identité du pays grâce à un enseignement de l'histoire unifié. L'idée de sauver le Canada à travers une interprétation unique de son passé devient alors, selon l'auteur, bien séduisante. Mais l'entreprise est difficile parce que les systèmes d'éducation sont sous la responsabilité des gouvernements provinciaux.

Ainsi, ce sont des organismes privés ou des fondations comme le *Dominion Institute* qui avancent de tels projets. Selon Lanoix, les premières tentatives visent la création d'un manuel unique, comme celle préconisée par William Paterson de la Provincial Association of Protestant Teachers du Québec (p. 25). Les fameuses *Minutes du Patrimoine* ou encore la série *Le Canada : une histoire populaire* ne seraient ainsi que les dernières manifestations en date de cette volonté de doter le Canada d'une interprétation unique de son histoire. Surtout, le type d'histoire mis de l'avant, comme dans le cas des *Minutes du patrimoine*, est celui qui mise sur l'émotivité et qui cherche à mettre en valeur les « héros de l'histoire canadienne » (p. 87).

À la lecture de l'ouvrage, on voit que certaines des solutions préconisées ne sont pas sans évoquer les débats d'aujourd'hui. Par exemple, lors de la Commission Massey, un auteur affirme que le problème principal était que les historiens canadiens n'étaient pas parvenus à transformer l'histoire en mythe. Voilà qui rappelle les propositions avancées aujourd'hui par Gérard Bouchard, propositions voulant qu'il soit nécessaire de créer de nouveaux mythes mobilisateurs.

S'il y a une thématique commune à tous les projets décrits dans l'ouvrage, c'est celle de la nécessité, aujourd'hui comme hier, de conforter l'identité de la communauté politique via le passé. On retrouve l'idée que l'histoire a essentiellement une fonction identitaire, ce qui est d'ailleurs sa plus ancienne fonction comme le rappelle justement l'auteur (p. 10).

Parfois, Lanoix donne l'impression que cette vision de l'histoire n'est celle que du Canada anglais, ce qui n'est pas le cas. Par exemple, lorsque Groulx prend position, en 1943, contre Arthur Maheux, c'était, selon Lanoix, parce qu'il « s'opposait à l'écriture d'une histoire au service de l'unité nationale, histoire qu'il considérait être un instrument de propagande » (p. 33). Ainsi présenté, l'impression prévaut que Groulx n'était pas un historien nationaliste et qu'il s'opposait à toute propagande en ce sens. Ce n'est pas la place pour discuter des mérites de Groulx comme historien, mais lorsqu'il s'oppose à Maheux, ce n'est pas seulement en fonction d'une conception objectiviste de l'histoire. Certes, il se dit pour « l'histoire objective » contre l'« Histoire officielle ² ». Mais, il réagit aussi au nom d'une conception nationale de l'histoire canadienne-française où la division, principe explicatif de l'histoire, a des racines profondes puisque le « démon de la division », pour reprendre son expression, est dans le cœur de l'homme depuis Caïn. Par la suite, ce principe de la division trouve une incarnation temporelle en Amérique entre Français et Anglais. Voilà *Pourquoi nous sommes divisés*, pour reprendre le titre de sa réponse à Maheux. Si la conception groulxiste de l'histoire va bien

contre une version unifiée de l'histoire canadienne, elle en propose cependant une pour le Canada français. Voilà pourquoi il me paraît plus juste d'y voir l'affrontement entre deux conceptions de l'histoire nationale.

Et peut-être l'auteur sous-estime-t-il, même s'il y fait brièvement allusion, le sentiment d'émulation qui prévaut chez certains historiens canadiens-anglais à l'égard des États-Unis. On pourrait parler d'une envie d'imiter les Américains qui, eux, savent l'importance de connaître leurs héros nationaux. C'est, par exemple, ce que souligne Jack Granatstein lorsqu'il polémique avec Michael Ignatieff au sujet de ce qui doit être enseigné³. Ainsi, ce ne serait pas uniquement un sentiment de crise qui anime les entreprises qu'il décrit, mais tout autant une sorte de désir (refoulé) d'imitation des États-Unis.

Au terme de l'ouvrage, plusieurs questions se posent, l'une théorique, l'autre pratique. D'une part, l'auteur prend position contre cette idée d'une interprétation unique, puisqu'il affirme que l'histoire ne doit plus maintenant former des « porteurs de drapeaux » car elle doit plutôt viser à la création de « citoyens éclairés » (p. 105). Mais, n'est-ce pas simplement repousser le problème d'un cran ? Car quelle est la place de l'histoire dans la création de « citoyens éclairés » ? La question demeure intacte. D'autre part, on peut s'interroger sur le succès de ces entreprises d'instauration d'une vision partagée de l'histoire. Car même si un enseignant présente un épisode de la série *Le Canada : une histoire populaire*, encore faut-il savoir ce sur quoi il insiste et comment il interprète le document avec les étudiants. En ce qui me concerne, il m'est arrivé, à quelques reprises, de présenter un épisode de cette série, celui sur la formation de la Confédération (les conférences de Charlottetown et de Québec), et ce afin d'illustrer la « politique des portes closes » qui prévaut à l'époque et non pas pour montrer les origines glorieuses du Canada. Un même document peut-être utilisé de bien des façons. Enfin, quel est l'impact réel sur les étudiants et le grand public ? Je vais me souvenir longtemps de cette étudiante qui, au moment de la présentation de l'épisode mentionné plus haut, dormait à poings fermés lorsque les lumières ont été rallumées. Comme quoi les historiens doivent savoir rester modestes ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jason Markusoff, « Tory MLA urges more Canadian Studies », *Edmonton Journal*, 15 novembre 2007, p. B5.
2. Lionel Groulx, « Pourquoi nous sommes divisés », *Constantes de vie*, Fides, 1967, p. 118.
3. Jack Granatstein, « Postscript by Jack Granatstein », *Great Questions of Canada*, Edited by Rudyard Griffiths, Toronto, The Dominion Institute, 2000, p. 13.